

Pour ce qui est de la question concernant les dispositions du budget, je prie le chef de l'opposition de patienter pendant quelques minutes. Le ministre des Finances doit faire une déclaration sur l'état de l'économie cet après-midi et il va peut-être proposer des solutions aux problèmes qui préoccupent le chef de l'opposition.

\* \* \*

[Français]

### L'ÉCONOMIE

#### LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, je désire poser une question qui relève clairement du premier ministre et il ne peut pas supposer que quelqu'un d'autre doit y répondre. Il doit accepter sa propre responsabilité comme chef du gouvernement.

Le premier ministre à parler de la nécessité pour les Canadiens de collaborer entre eux. S'oppose-t-il toujours à la demande unanime faite par les provinces de tenir une conférence des premiers ministres sur l'économie?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, madame le Président, je ne m'oppose pas à la tenue d'une telle conférence, mais je dois avouer que cette demande des provinces ne m'a pas été répétée ces temps derniers, au contraire, le premier ministre de l'Ontario, si je comprends bien le sens de son télégramme d'hier, propose des rencontres bilatérales avec ses ministres et les membres de son gouvernement. Certains de ces rencontres ont déjà eu lieu. La Chambre sait que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a également prévu un certain nombre de rencontres avec ses vis-à-vis provinciaux, précisément pour que nous attaquions ensemble le problème de la création d'emplois surtout dans les secteurs où le chômage est très élevé. Ceci est connu par la Chambre. Déjà même des observations ont été faites par certains ministres provinciaux à l'effet qu'ils étaient heureux de cette collaboration qui s'était déjà amorcée.

\* \* \*

● (1430)

[Traduction]

### LES MINES

#### LES MISES À PIED À LA MINE ADAMS

**M. John MacDougall (Timiskaming):** Madame le Président, ma première question s'adresse au ministre d'État chargé des Mines. Je voudrais savoir quels espoirs ou quels encouragements elle peut donner aux 390 mineurs de la mine Adams, à Kirkland Lake, qui seront mis à pied vendredi, pour la seconde fois cette année, et qui toucheront seulement deux chèques de paye d'ici Noël, qui ne promet guère d'être très joyeux.

**L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)):** Madame le Président, je comprends les difficultés des mineurs, mais je rappelle au député qu'il s'agit d'une mise à pied temporaire et que, si j'ai bien compris, ils reprendront le travail peu après Noël. De nombreux mineurs canadiens doivent s'attendre à des mises à pied beaucoup plus longues que ceux de la mine Adams.

**Des voix:** C'est une honte!

### Questions orales

#### LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

**M. John MacDougall (Timiskaming):** Madame le Président, je pourrais peut-être demander à Madame le ministre si elle va en parler à son collègue, le ministre du «Chômage», afin que les demandes de prestations de ces victimes de la politique gouvernementale soient rapidement satisfaites au lieu d'aller simplement s'ajouter aux autres.

**L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)):** Madame le Président, je puis assurer au député qu'une équipe spéciale a été mise en place pour s'occuper de toutes ces demandes et qu'on y répond beaucoup plus rapidement que jamais. Nous avons l'intention d'accélérer les choses.

\* \* \*

### L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'IMPOSER UNE SURTAXE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, je voudrais poser une question au nouveau ministre des Finances et exprimer l'espoir, que partagent, j'en suis sûr, tous les députés, que nous obtiendrons de lui de meilleures réponses que de son prédécesseur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Depuis que la Chambre s'est ajournée en août, l'économie canadienne a perdu au moins 100,000 emplois. Étant donné que le gouvernement, dans son budget de l'automne dernier, a réduit les impôts des Canadiens les plus fortunés de quelque 9 p. 100, et que le premier ministre, dans ses récentes allocutions télévisées, rappelait aux Canadiens la nécessité de partager et de s'entraider, je voudrais poser au ministre des Finances la question suivante: Est-ce que le gouvernement va mettre en pratique ce que prêche le premier ministre et imposer une surtaxe sur les revenus des Canadiens fortunés, de façon à obtenir les millions de dollars nécessaires pour faire travailler les milliers de Canadiens qui cherchent un emploi?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, je souhaite avant tout fournir au député des réponses aussi bonnes et aussi complètes que mon prédécesseur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lalonde:** Je lui répondrai que j'ai lu les propositions que renfermait le discours qu'il a récemment prononcé à Hamilton. Je les ai examinées et je les remettrai à l'étude au moment d'établir le budget que j'espère présenter à la Chambre au début de 1983. Je l'invite toutefois à revoir ses calculs, car l'analyse que j'ai fait faire semble indiquer que le rendement de l'impôt qu'il propose n'est guère que la moitié du montant dont il parle. J'espère que ses chercheurs et les fonctionnaires de mon ministère pourront se consulter et découvrir les erreurs que ses propositions pourraient renfermer. Du reste, j'invite tous les députés à me soumettre des propositions en vue de la préparation du prochain budget. Je puis assurer au député que je ne rejeterai pas ses propositions, même si elles viennent d'un membre du parti socialiste.